



# GESTION PUBLIQUE

## La veille internationale en brèves

N° 73 – novembre 2016

### Précisions méthodologiques

- Les Brèves et les Réactives sont élaborées à partir d'une analyse de sources d'informations et de rapports publiés tant par les administrations publiques européennes et étrangères, les organisations internationales que dans la presse, notamment.
- Leur objectif est d'apporter un éclairage comparatif sur les réformes de la gestion publique, principalement dans les pays de l'OCDE.
- Elles ne reflètent pas le point de vue de l'IGPDE.
- Pour des questions de format, nous indiquons seulement un ou deux liens ayant permis de rédiger l'information. Si d'autres ressources ont été utilisées, elles apparaissent entre parenthèses dans le corps du texte.
- La reproduction est autorisée avec mention de la source.

### Note réactive du mois

#### N° 88 – Slovénie laboratoire de l'innovation au cœur de l'Europe ?



L'ex-république yougoslave fête, cette année, les 25 ans de son indépendance. Membre de la zone euro depuis 2007, elle a fait face, cinq ans plus tard, à une grave crise de son secteur bancaire. Refusant le recours à un plan de sauvetage financier, le gouvernement a dû accélérer ses réformes et surtout diminuer les engagements de l'État dans l'économie du pays, pour ne pas mettre en péril ses finances publiques. Son administration est tournée vers l'avenir et propose de nouveaux modèles de partenariat.

[en savoir plus](#)

*jfa*

### Actualité de la gestion publique

#### 1 - Gestion de la performance (audits, budget, indicateurs)

##### Brésil



La réforme instaurant, pour une durée de vingt ans, un **plafond pour les dépenses** en matière de santé et d'éducation, ainsi que pour les services publics, a été validée par le Conseil constitutionnel. Elle est initiée par le nouveau président de la République, Michel Temer, afin de **réduire le déficit budgétaire du pays**. Le texte prévoit que l'évolution des dépenses publiques **ne pourra être supérieure au taux d'inflation de l'année précédente** et le gouvernement pourra toutefois réviser ce plafond au bout de dix ans. Malgré une dette publique évaluée à 67 % du PIB (soit une valeur inférieure à de nombreux pays européens), le gouvernement fait de la **réduction des dépenses publiques une priorité absolue**.

[en savoir plus](#)

*jfa*

##### Canada



Institué par la **loi fédérale sur la responsabilité** adoptée en 2006, le directeur parlementaire du Budget (DPB) va **gagner en indépendance et obtenir un statut identique** à celui du vérificateur général ou des commissaires à la protection de la vie privée et à l'information. Une proposition du gouvernement Trudeau doit ainsi permettre à l'officier du Parlement **d'ordonner aux ministères qu'ils lui communiquent des informations sur les dépenses** qu'ils ont souvent hésité à donner dans le passé. Il aura également la possibilité d'examiner les budgets, les prévisions de dépenses et tout ce qui concerne l'utilisation des fonds publics afin d'**exercer pleinement la mission pour laquelle il a été créé**.

[en savoir plus](#)

*jfa*

## Suède



« E-krona » pourrait devenir la **première monnaie numérique au monde**. Dans le pays, le nombre de billets et pièces en circulation a diminué de 40 % depuis 2009, tandis que les applications permettant un paiement sur smartphone sont de plus en plus populaires et progressent très rapidement. La banque centrale envisage donc **d'émettre ce nouveau moyen de paiement** et examine actuellement l'ensemble des questions juridiques, techniques et pratiques. Cecilia Skingsley, vice-gouverneure, a toutefois déclaré qu'il s'agirait « plutôt d'un complément que d'un remplacement de la trésorerie » et ajouté que « la monnaie fiduciaire continuera à être émise **tant qu'il y a une demande pour elle dans la société suédoise** ».

[en savoir plus](#)

jfa

## Suisse



« Avenir Suisse », un laboratoire d'idées, propose d'étendre l'initiative mise en place par le canton de Vaud à l'ensemble de la Confédération, à savoir **instituer un « référendum d'assainissement »**. En cas de non-respect du frein à l'endettement, la population devrait **choisir entre un train de mesures d'économies ou une hausse d'impôts**. Peter Grünenfelder, son directeur, recommande également de **ne plus inscrire les dépenses dans la loi** et de renoncer aux fonds spéciaux et d'infrastructure, afin de donner **une plus grande marge de manœuvre budgétaire au Parlement**, et d'adapter les prestations sociales au budget disponible, via des mécanismes automatiques.

[en savoir plus](#)

jfa

## 2 - Organisation et mise en œuvre du service public

### Chypre



Constantinos Yiorkadjis, le maire de Nicosie, a présenté le **nouveau service offert aux résidents** pour résoudre les différends avec leurs voisins, tels que les problèmes de bruit ou les limites de propriété. Sous l'appellation « je résous mes problèmes de façon civilisée en gagnant du temps et de l'argent », la municipalité propose une **conférence mensuelle d'information gratuite** et **coopère avec les médiateurs professionnels pour traiter les cas individuels**. Ce dernier service est facturé 80 euros HT de l'heure et est gratuit pour les personnes à faible revenu. « C'est un processus simple, sans procès, sans délai, sans coûts énormes et **avec de bons résultats** », commente la municipalité.

[en savoir plus](#)

jfa

### Espagne



Soucieuse de préparer son indépendance, qui passe par la **mise en place de sa propre administration fiscale**, la Catalogne va ouvrir **quatorze centres des impôts supplémentaires** (avec un nombre d'agents affectés à ces tâches qui passera de 300 à 750). La province – qui représente 20 % du PIB national – ne gère aujourd'hui **que 5 % des impôts payés** par la population. Les quatre bureaux existants ne traitent que 40 % des impôts régionaux, le reste l'étant par des services de l'État central qui transfèrent les sommes à l'administration régionale. Malgré l'opposition renouvelée de Madrid, le gouvernement catalan veut organiser un **référendum sur l'autodétermination** en septembre 2017.

[en savoir plus](#)

jfa

### Royaume-Uni



Vaste opération de **cession de patrimoine** pour les services du ministère de la Défense : l'Administration va vendre, d'ici à 2040, **près d'un dixième de ses sites** (91 sur 1 000) pour un montant global estimé à un milliard de livres sterling. Michael Fallon, secrétaire d'État, l'a annoncé devant la Chambre des communes. Il a ainsi justifié cette décision du gouvernement : « Nous avons dépensé des milliards pour **maintenir un domaine de défense qui ne répond pas aux besoins** de nos forces armées. Cette restructuration offre un domaine adapté à nos militaires et à leurs familles ». Une **économie** de 140 millions de livres sur la maintenance annuelle est également attendue.

[en savoir plus](#)

jfa

### Rwanda



Paul Kagame, président de la République, a lancé le **premier service national de livraison par drones au monde** lors d'une cérémonie dans le district central du Muhanga. Le gouvernement va, dans un premier temps, approvisionner les 21 centres de transfusion situés dans la moitié ouest du pays. Les équipements sont construits et exploités par Zipline, une société californienne de robotique. Un **partenariat international** entre le ministère de la Santé, des sociétés de transport et des fabricants pharmaceutiques élargira l'offre aux médicaments et vaccins. « Nous sommes heureux de **lancer cette technologie innovante** et de continuer à **travailler avec des partenaires** pour le développer davantage », a déclaré le président.

[en savoir plus](#)

jfa

### 3 - Qualité de service, relation à l'utilisateur, e-administration

<b>Allemagne</b> 	<p>Pour relever de façon « intelligente et durable » les <b>importants défis auxquels elle fait face</b> (forte croissance démographique, transformation structurelle en constante évolution et afflux de personnes réfugiées en quête d'intégration), la capitale fédérale a adopté la <b>stratégie « Smart City Berlin »</b>. Andreas Geisel, sénateur pour le développement urbain, veut que « les pouvoirs publics soient un modèle de <b>services innovants</b> et économiquement viables ». Les trois objectifs sont l'expansion de la compétitivité internationale de la région métropolitaine de Berlin-Brandebourg, l'efficacité croissante des ressources pour la neutralité climatique en 2050 et la création d'un <b>marché pilote pour des applications innovantes</b>.</p> <p><a href="#">en savoir plus</a></p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<b>Islande</b> 	<p>L'Administration franchit un nouveau cap en matière d'<b>interopérabilité des systèmes d'information</b>. Le ministère des Finances et des Affaires économiques vient de confier à <a href="#">ICEPRO</a> (Comité des procédures commerciales et du commerce électronique) l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de l'évolution de son <b>futur cadre national d'interopérabilité</b>. Dans cette perspective, la conception de tout nouveau service numérique devra, dès 2017, comporter une <b>évaluation de la nécessité d'une interopérabilité</b> au niveau européen et/ou international. Le comité <b>va doubler son effectif</b> et inclura des représentants de la société civile, des universités, des centres de recherche et des professionnels privés.</p> <p><a href="#">en savoir plus</a></p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<b>Italie</b> 	<p>Mise en place par les autorités en 2015 et destinée aux jeunes fêtant leur dix-huitième anniversaire, la <b>prime de 500 euros</b> pour l'achat de biens culturels, connaît une <b>évolution de ses modalités d'obtention</b>. Les bénéficiaires ne recevront plus la carte sur laquelle figurait le crédit d'achat, ils devront désormais <b>être en possession d'une identité numérique</b> (via le portail de l'administration électronique <a href="#">spid.gov.it</a>). Il leur reviendra ensuite de télécharger l'application dédiée « <b>18app</b> », afin de <b>créer leur porte-monnaie virtuel</b> et réaliser leurs achats auprès des commerçants référencés participant à l'opération. Le gouvernement précise que 550 000 jeunes bénéficient de cette mesure en 2016.</p> <p><a href="#">en savoir plus</a></p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<b>Russie</b> 	<p><b>Réduire la dépendance à l'égard des technologies propriétaires</b> qui dominent le marché mondial, tel est l'objectif du projet de loi examiné par la Douma (chambre basse du Parlement). Le texte prévoit d'empêcher les agences gouvernementales d'acheter des logiciels sous licence, en <b>priviliégiant les logiciels libres</b>. Il complète la législation, adoptée en 2015, qui a <b>freiné les achats publics de programmes étrangers</b>, limitant le choix à environ 2 000 éditeurs de logiciels locaux. Andrey Chernogorov, secrétaire exécutif de la Commission sur les systèmes d'information stratégiques, explique que ces nouvelles mesures sont prises en raison « de <b>risques élevés</b> pour la sécurité » et « du <b>coût toujours plus élevé</b> des produits ».</p> <p><a href="#">en savoir plus</a></p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>

### 4 - Gestion des ressources humaines

<b>Belgique</b> 	<p>Une <b>loi pour le « bilinguisme fonctionnel »</b> adoptée en 2002 n'avait, jusqu'à présent, jamais été suivie d'effet. Le ministère de la Fonction publique a décidé de <b>soumettre les 133 hauts fonctionnaires fédéraux à un examen linguistique</b>. Ceux actuellement en poste bénéficient d'un délai de 30 mois pour le réussir et ceux qui seront nouvellement recrutés devront le faire dans les six mois suivant leur nomination. Les 4 000 cadres dirigeants ne sont, en revanche, pas soumis à cette obligation mais <b>ne seront plus autorisés à évaluer les personnels de l'autre communauté linguistique</b>. Le ministre, Steven Vandeput, a indiqué que des formations et un accompagnement allaient être mis en place.</p> <p><a href="#">en savoir plus</a></p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<b>États-Unis</b> 	<p>Le <b>télétravail est en augmentation</b> dans les services de l'Administration fédérale selon un rapport présenté par le Government Accountability Office. Une statistique du bureau des Ressources humaines (OPM) précise que <b>44 % des postes sont aujourd'hui compatibles avec cette modalité d'activité</b>, une proportion qui n'a, en revanche, pas évolué. Les auteurs du rapport constatent toutefois une <b>inversion de la tendance</b> par rapport à la précédente période d'observation : le <b>télétravail occasionnel</b> (lié à une situation particulière ponctuelle : difficultés de transport, non-accessibilité des locaux) se stabilise alors que le <b>télétravail régulier</b> est en légère augmentation.</p> <p><a href="#">en savoir plus</a></p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>

## Portugal



Vers une **résorption de l'emploi précaire** au sein de la Fonction publique : un premier accord de principe en ce sens a été signé entre les principaux syndicats et l'Administration et devrait entrer en vigueur à l'automne 2017. **100 000 agents du secteur public** sont actuellement dans cette situation, mais le nouveau gouvernement veut circonscrire la mesure aux **personnels exerçant des missions « correspondant à un besoin permanent de l'État »**. Il s'est engagé, notamment, à réévaluer progressivement leurs conditions de rémunération qui – selon Catarina Martins, députée et coordinatrice de BE (Bloc de gauche) – sont **parfois de 30 % inférieures pour des fonctions similaires**.

[en savoir plus](#)

jfa

## Singapour



Peter Ong, directeur de l'Administration publique, a annoncé le déploiement – d'ici à fin mars 2017 – du réseau social Facebook sur les postes de travail, avec **l'ouverture d'un compte professionnel pour les 143 000 agents publics de la ville-État**, ce qui constituera une première mondiale à cette échelle. Si la phase pilote – qui a concerné 5 000 postes – a permis de constater une diminution de l'utilisation de la messagerie électronique, elle a avant tout montré que **les cadres supérieurs s'engageaient plus fréquemment et plus significativement qu'auparavant** avec leur personnel et elle a révélé une forte augmentation des **communautés relatives à l'échange de bonnes pratiques**.

[en savoir plus](#)

jfa

## INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : ANNE-HÉLÈNE ROIGNAN, DIRECTRICE GÉNÉRALE  
RÉDACTRICE EN CHEF PAR INTÉRIM: ANNE-HÉLÈNE ROIGNAN  
COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN  
ÉQUIPE DE RÉDACTION / RELECTURE : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN (*jfa*) / NADINE BERNET  
RÉALISATION ET MISE EN PAGE : IGPDE - BUREAU DE LA RECHERCHE

[recherche.igpde@finances.gouv.fr](mailto:recherche.igpde@finances.gouv.fr) – [@Igpde\\_Gp](https://twitter.com/Igpde_Gp)

<http://www.economie.gouv.fr/igpde-editions-publications/presentation-gestion-publique>

PUBLICATION MENSUELLE – ISSN 2105-0740 – © IGPDE 2016

